

# Le féminisme

## EN REVUE

Volume 1. Numéro 4. AVRIL 1988



Fédération  
des femmes du Québec

### Spécial Colloque 1988

## Vers l'an 2 000: mère et travailleuse, un défi relevable?

Auberge des Seigneurs ■ Saint-Hyacinthe ■ 29, 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 1988

Chères membres de la FFO,  
chères amies,

l'exploitation de nos talents  
de jongleuses, où les anneaux  
que nous maintenons en  
mouvement s'appellent  
enfants, école, bureau,  
maison, syndicat, est-elle ce  
que nous souhaitons quand  
nous réclamons le droit de  
prendre notre place sur le  
marché du travail rémunéré?  
N'y aurait-il pas d'autres  
moyens de maintenir l'équili-  
bre, d'autres moyens d'être  
dans le show sans pour autant  
y laisser sa peau?

Il apparaît, en effet, guère  
réaliste de croire que le  
mouvement des femmes de  
l'intérieur du foyer vers la  
sphère publique puisse se  
réaliser sans entraîner de  
profonds changements so-  
ciaux, sans réorganisation de  
toutes les scènes. Pourtant  
jusqu'à maintenant, rien de  
spectaculaire ne s'est produit,  
sinon le fait qu'un grand  
nombre de femmes ne voyant  
pas comment elles peuvent  
ajouter un anneau de plus à  
leur numéro de jongleuse  
(sous peine de les échapper  
tous), ont décidé d'avoir moins  
d'enfants, ou de ne pas en  
avoir du tout. Réaction d'ur-  
gence, de protection, plus  
facile et surtout plus rapide à  
déclencher qu'une révolution

sociale, le **non** à la maternité  
commence à en inquiéter  
plusieurs.

Mentionnons en passant que  
le **non** à la maternité ne tient  
pas qu'à cette seule probléma-  
tique, mais c'est l'angle sous  
lequel nous avons choisi d'en  
privilégier l'examen au cours  
de notre colloque.

Si, tel que je l'affirme, on  
commence à s'inquiéter de  
notre faible taux de reproduc-  
tion, on ne nous questionne  
guère cependant sur ce qui  
nous apparaît indispensable  
pour envisager de concilier  
sereinement travail rémunéré  
et maternité. Et nous serions  
bien naïves de croire que les  
nouvelles politiques sociales  
vont satisfaire les besoins  
essentiels à cette conciliation,  
si nous ne redéfinissons pas  
nous-mêmes les paramètres  
des développements suscepti-  
bles de nous affecter.

Autant les développements  
technologiques peuvent dans  
l'ensemble, nous outiller et  
rendre plus facile la gestion du  
quotidien, autant ils peuvent  
aussi nous entraîner dans des  
situations où le remède s'avère  
pire que la maladie.

Nous savons encore peu de  
choses sur ce que sera notre  
vie dans 15, 20 ou 30 ans.  
Nous savons par contre que

les défis que nous avons eu à  
relever depuis quelques  
décennies sont probablement  
peu de choses en regard de  
ceux que nous pose la pour-  
suite prévisible des  
développements tech-  
nologiques qui visent la repro-  
duction humaine ou d'autres  
domaines.

Nous savons aussi que nous  
sommes sur le marché du  
travail rémunéré pour y rester,  
cela étant essentiel à notre  
autonomie financière. Nous  
voulons par contre que notre  
présence dans ce milieu soit  
reconnue au-delà des toilettes  
pour femmes dont l'installa-  
tion, encore aujourd'hui et  
aussi ridicule que cela puisse  
paraître, semble poser un  
problème chez certains  
employeurs. Tout ceci pour  
dire que l'argent et la tech-  
nologie ont des significations  
parfois différentes dépendant  
du sexe appelé à en profiter.

S'il n'est pas mauvais de se  
souvenir d'où nous partons,  
c'est le point d'arrivée qui est  
primordial. C'est pourquoi je  
vous incite, pendant toute la  
durée du colloque, à avoir  
présente à l'esprit une vision  
de l'avenir. C'est une étape de  
plus dans notre trajectoire  
féministe. Pour toutes les  
femmes et tous les hommes, et  
plus particulièrement pour

tous les jeunes qui se prépa-  
rent à affronter le 21<sup>ème</sup>  
siècle, c'est une question de  
mieux-être, de qualité de vie,  
dans le sens le plus profond de  
ces expressions.

À toutes les jongleuses, je  
demande de tout mettre en  
œuvre pour participer à notre  
congrès. Ce n'est pas pour  
ajouter un autre anneau au  
numéro, vous en avez suffi-  
samment, mais pour dessiner  
la scène de demain.

N'oubliez pas, qu'en plus, nous  
avons mis tout en œuvre, cette  
année, pour associer les loisirs  
à notre réflexion. Autrement  
dit, nous vous offrons enfin ce  
que vous méritez depuis si  
longtemps.

Ginette Busque  
Présidente





# Perspectives économiques et nouvelles technologies de reproduction

---

Le mandat qui avait été confié au Comité organisateur du Congrès 1988 était un véritable défi en soi. En effet, lors de la dernière Assemblée générale, les membres de la Fédération indiquaient leur désir de faire le point sur la situation économique actuelle et sur des perspectives d'avenir. Le Conseil d'administration, de son côté, souhaitait que la Fédération réfléchisse sur l'impact des nouvelles technologies de reproduction d'un point de vue féministe.

Perspectives économiques et nouvelles technologies de reproduction: deux axes à aborder lors du Congrès.

Le comité s'est donc mis à la tâche et a commencé à réfléchir sur la façon de lier ces deux problématiques. En fait, c'est en pensant à la place des femmes sur le marché du travail et aux obstacles qu'elles rencontrent que nous avons saisi l'importance et l'impact de la problématique maternité. Quelle que soit la lunette que l'on utilise, on ne peut faire abstraction de l'impact de la maternité sur la vie individuelle et collective des femmes. Malgré les véritables acquis du mouvement des femmes, nous n'avons pas encore réussi à offrir aux femmes la possibilité de cumuler différents rôles. Être à la fois mère et travailleuse demeure un défi dont on oublie trop souvent de parler. En fait, selon nous, on ne pourra parler d'égalité que lorsque les femmes auront la possibilité d'assumer simultanément divers rôles. L'égalité doit passer par la reconnaissance sociale du droit des femmes à être mère et travailleuse. Pour y parvenir, nous devons, comme Fédération, réfléchir aux conditions à mettre en place pour permettre aux femmes d'assumer ces rôles sans qu'elles ne soient pénalisées, marginalisées, isolées.

Le Comité organisateur a beaucoup réfléchi à ces questions: parfois avec inquiétude, avec enthousiasme, avec passion; mais jamais le sujet ne nous a laissées froides. Il s'agit là d'un débat fondamental pour l'avenir de la société et surtout pour l'avenir des femmes. Ceci est particulièrement vrai dans un contexte où se développent des technologies de reproduction qui remettent en question le rôle de la maternité dans notre société.

La Fédération aborde, avec son Congrès, un sujet connu mais qui doit être situé dans un nouveau contexte. C'est l'intérêt de cette question qui est au cœur des choix de société.

Je remercie les membres du Comité organisateur qui ont travaillé avec moi à l'élaboration de notre Congrès 88, à savoir Lyse Brunet, Ginette Busque, Andrée Demers, Johanne Deschamps, Charlotte Thibault, ainsi que Germaine Vaillancourt et les femmes qui assurent la permanence de la FFO..

**Francine Senécal**

Responsable du Comité organisateur

---

## Problématique générale

# L'infertilité sociale des femmes: pouvoir sans vouloir

par Andrée Demers

L'infertilité des femmes est au cœur des années 80. Alors que les démographes sonnent l'alarme avec un indice de fécondité d'à peine 1,47 enfants par 1000 femmes (1983), de plus en plus de femmes repoussent la maternité au-delà de leurs 30 ans jusqu'elles ne la refusent pas tout simplement. Face à la pénurie d'enfant, l'adoption n'est plus une solution pour les couples en mal d'enfants. Pour eux, les nouvelles technologies de reproduction deviennent de plus en plus une façon de transformer le rêve en réalité... quitte à vivre un petit cauchemar d'abord!

Pourquoi des femmes refusent-elles la maternité alors que celle-ci apparaît un état si souhaité pour d'autres? Les *DINKS* (double income no kids) sont en voie de devenir une nouvelle catégorie sociale enviable et la cible chérie du marketing. Est-ce dire que la maternité fait vieux jeu? Ou est-ce qu'elle devient trop coûteuse en temps et en argent?

Le prochain congrès de la FFOQ remet sur le tapis un thème connu du féminisme: être mère et travailleuse, mais avec la nouvelle résonance que lui donne le contexte du débat autour des nouvelles technologies de la reproduction et de la dénatalité. Travailler et élever des enfants sont-elles des réalités difficiles à concilier et à vivre? La venue des

femmes sur le marché du travail a-t-elle eu un impact sur la dénatalité? L'infertilité sociale que nous vivons aujourd'hui ne devrait-elle pas nous questionner au moins, sinon plus, que l'infertilité biologique? La maternité tout autant que la grossesse?

Au cours des dernières années, les Québécoises ont accru leur participation à la main-d'œuvre<sup>1</sup>: en 1951, 25,1% des femmes étaient sur le marché du travail; en 1981 elles sont 47,5%. Le phénomène est particulièrement notable chez les femmes mariées pour lesquelles cette proportion passe de 7,4% à 47,0% en trente ans.

Les responsabilités familiales n'en continuent pas moins à exercer une pression considérable sur le travail des femmes. Les avenues de solution passent toutefois de moins en moins souvent et de moins en moins longtemps par un retrait total du marché du travail: congé de maternité, travail à temps partiel, horaires variables, services de garde sont autant d'alternatives que peuvent choisir les femmes mais...

Même si ces acquis sont la marque d'un progrès social, le chemin à parcourir est encore long. Par exemple, la majorité des travailleuses doivent encore se contenter des prestations de maternité dans le cadre du régime d'assurance-chômage et s'arranger avec 60% de leur salaire. Comparativement à ceux des autres pays industrialisés, notre régime de prestations de maternité fait piètre figure. Quant aux places en garderie, même si leur nombre a doublé au cours de la dernière décennie, leur nombre demeure nettement insuffisant et elles restent toujours rares en milieu de travail. De plus, les horaires et les coûts de ces services viennent encore en limiter l'accès. En fait, la conciliation du travail rémunéré et du rôle parental est toujours une opération acrobatique qu'il appartient largement aux femmes de réaliser.

Qu'on ne s'y trompe pas, l'éternelle question du partage des tâches et des responsabilités quotidiennes a beaucoup fait parler et a même trouvé

ses *super-couples* modèles-doublement-essoufflés mais, dans l'ensemble, elle demeure très souvent le rêve des femmes et la promesse du jour de l'an des hommes. Des données québécoises manquent pour illustrer cette réalité, mais une étude américaine<sup>2</sup> (1985) montre que les mères travaillant à temps plein sacrifient bien des périodes de loisir et de sommeil. Ce sont elles qui ont les horaires de travail les plus chargés et les plus longs à cause du temps consacré au travail ménager et au soin des enfants qui s'ajoute et étire le temps de travail... parfois jusqu'aux petites heures du matin. Elles travaillent quotidiennement en moyenne une heure de plus que leurs conjoints, une heure trente de plus que les mères qui sont en emploi à temps partiel et deux heures de plus que celles qui ne sont pas sur le marché du travail. Inversement, les conjoints de ces mères travailleuses à temps plein travaillent une demi-heure de moins par jour que ceux dont les femmes sont en emploi à temps partiel ou ne sont pas en emploi. Ils consacrent un peu plus d'une heure par jour aux tâches domestiques tandis que leurs conjoints y passent plus de trois heures par jour.

Par ailleurs, les femmes ont de moins en moins le choix de l'inactivité professionnelle. Leur égalité passe largement par leur autonomie économique. Sans compter que la précarité des unions devient une réalité omniprésente pour toutes, laissant souvent la femme seule responsable de sa survie et même de celle de ses enfants. Car les chiffres ne le laissent pas oublier: ce sont très majoritairement les femmes qui doivent assumer le fardeau de la dépendance. En 1981, 91% des chefs de famille monoparentale ayant au moins un enfant de moins de six ans sont des femmes (83% si on considère l'ensemble des familles monoparentales). Cette même année, 60% des familles monoparentales vivaient de prestations de l'aide sociale.

Malgré les difficultés à concilier maternité et vie professionnelle, l'enfant demeure une composante importante

du bonheur pour la majorité des jeunes filles... sauf qu'environ le quart d'entre elles n'adhèrent plus à cette valeur et que les autres expriment leur enthousiasme de façon modérée: le réalisme quant aux responsabilités parentales semble prohiber l'emploi du superlatif!

Le problème de la dénatalité doit être également considéré sous l'angle du choix individuel des femmes. Sans remettre en question la liberté acquise par les femmes de pouvoir faire des choix individuels et de ne pas avoir d'enfant, cela devient un problème quand les femmes refusent de plus en plus la maternité. Il s'agit alors d'un choix collectif implicite. L'infertilité sociale signifie ni plus ni moins que les enfants ne sont pas désirés.

Accorder plus d'importance à la maternité voudrait dire faire une place aux enfants dans l'espace social, tailler cet espace dans le temps de travail en l'aménageant autrement dans des horaires qui tiennent compte des enfants, avoir des garderies en nombre suffisant, avoir des allègements fiscaux qui en valent la peine.

Pourtant, malgré l'importance que prend l'infertilité sociale des femmes, la société demeure hésitante à repenser la responsabilité des enfants alors qu'elle s'engage de plus en plus sur la voie des nouvelles technologies de reproduction pour pallier à l'infertilité biologique. Est-ce là une réduction du problème de la dénatalité à la grossesse alors que l'enjeu réel est celui de la maternité?

<sup>1</sup> S. MESSIER, *Les femmes ça compte*. Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, 1984.

<sup>2</sup> Rapporté dans *Participation et intégration, Les femmes, le travail et l'argent*, CCCSF, 1987, p.4

## Ateliers du matin

# Est-il possible d'être mère et travailleuse?

par Francine Senécal

On s'interroge beaucoup au Québec, mais aussi dans l'ensemble des pays occidentaux, sur l'impact de la baisse de natalité. Pour des raisons démographiques, des risques de survie de la race, ou tout simplement pour des raisons de développement économique, on s'inquiète du fait que les femmes, notamment les Québécoises, ne font plus d'enfants. En effet, les femmes sont plus nombreuses à faire des enfants mais chacune d'entre elles en fait moins individuellement. C'est donc dire que de plus en plus de femmes font des enfants mais qu'elles se limitent à en faire un ou deux; de plus en plus rarement ont-elles le courage de se rendre à trois. Qu'est-ce qui peut justifier ce choix individuel et collectif?

Les femmes, au cours des dernières décennies, ont parcouru un chemin immense dans le sens de la reconnaissance de leurs droits: droits juridiques, droits économiques, droits sociaux. Malgré le chemin parcouru, il reste encore des luttes à mener pour permettre aux femmes d'atteindre une véritable égalité. Cette égalité devra nécessairement

passer par une reconnaissance sociale des multiples rôles que jouent les femmes: mère, travailleuse, conjointe, etc. Or, à l'heure actuelle, il est extrêmement difficile de mener tous ces rôles de front. Nous vivons dans une société compartimentée qui cherche à définir et à déterminer les zones précises de nos vies. Il ne peut y avoir d'interférence entre la vie professionnelle, la vie familiale et la vie sociale. Le monde du travail n'accepte pas d'être remis en cause par les autres sphères de nos vies. À chacun et chacune de s'organiser individuellement afin de parvenir à faire fonctionner la machine complexe de nos vies avec ses multiples facettes et nécessités. Or, ce mode de fonctionnement est de plus en plus remis en question. Doit-on vraiment accepter l'organisation sociale et l'organisation du travail telles qu'on nous les propose?

Revenons aux multiples rôles sociaux des femmes. Est-il possible d'imaginer une société acceptant qu'une femme soit simultanément mère et travailleuse? Évidemment, nous avons déjà quelques exemples de femmes qui ont réussi ce tour de force. Les syndicats ont mené des luttes afin de faire accepter le congé de maternité. Mais combien de femmes peuvent profiter de ces avantages? Pour la majorité, malgré les discours que l'on peut entendre, le fait d'être mère et travailleuse n'est pas une sinécure.

### Une journée type

Du lever au petit-déjeuner des enfants; à l'habillage des enfants; à son propre habillage et à quelques touches de maquillage; à la course contre la montre pour finir les lunchs; à l'habillage pour sortir à l'extérieur, en fonction du temps prévu pour la journée; à la course pour attraper l'autobus qui mène à la garderie; à l'arrivée à la garderie et à la séance de déshabillage... en vitesse;

aux baisers d'au revoir; à la course pour rattraper l'autobus qui conduit au travail; à l'arrivée au travail en attrapant un café afin de tenir le coup jusqu'à midi; en s'investissant de son mieux dans un travail qui doit permettre l'épanouissement; à la course à l'heure du dîner pour manger sainement et faire les petits achats oubliés durant la fin de semaine; au retour au travail satisfaisant en après-midi; à la course vers la garderie avant 18h... sinon, c'est l'amende; à la rentrée en autobus avec les enfants fatigués; à l'arrêt au marché pour acheter un petit quelque chose pour le souper; à l'arrivée à la maison avec les enfants qui ont faim et à la course pour préparer le souper; faire manger; donner le bain; aider à faire les devoirs; aller coucher les enfants; raconter des histoires; bref... la journée de la mère travailleuse est épuisante.

Évidemment, certains hommes sont là pour partager les tâches familiales. Mais on ne doit jamais oublier que la participation des hommes au travail ménager s'est accrue de six minutes par jour! C'est tout! Alors, on peut toujours enlever six minutes au début des journées de la mère travailleuse... il lui reste encore passablement de pain sur la planche.

### La place des enfants

Face à une telle situation, on peut s'étonner que les gouvernements n'aient pas compris les raisons qui incitent les femmes à avoir moins d'enfants. Celles qui choisissent de faire des enfants tout en gardant leur vie professionnelle doivent se préparer pour une course à obstacles qui s'étale sur plusieurs années. En fait, encore aujourd'hui, les femmes sont tiraillées entre leur désir d'enfant et leur désir de travailler et de mener, dans certains cas, une carrière. Ces choix semblent s'exclure l'un l'autre. Pourtant, le mouvement des femmes a réclamé, depuis

ses débuts, la possibilité pour les femmes d'avoir accès à différents choix de vie et de pouvoir réaliser leurs désirs. Dans ce cas-ci, il y a une distance énorme de la coupe aux lèvres. Pour atteindre une véritable égalité, on doit permettre aux femmes de concilier différents rôles sociaux: notamment ceux de mère et de travailleuse. Comment y parvenir?

Avant de mettre en place un édifice qui vise à culpabiliser les femmes qui refusent de faire des enfants, il est essentiel de s'interroger sur la place que la société fait à l'enfant et au soutien qui est collectivement offert aux familles. Notre société est-elle si disposée à recevoir des enfants? Avez-vous essayé d'aller faire le marché, d'aller à la banque, d'aller au restaurant, etc. avec un enfant? Quel accueil reçoit cet enfant si désiré par nos politiciens et nos démographes! Quel soutien offrira-t-on aux femmes qui ont des enfants? Il ne suffit pas d'ouvrir quelques places en garderie ou d'augmenter le montant des allocations familiales pour espérer faire croire que la société est dorénavant ouverte aux enfants. Il faudra, semble-t-il, beaucoup plus pour que les femmes se laissent convaincre. En fait, c'est de ce côté-là qu'il faudra aller chercher les raisons qui peuvent expliquer le choix ambivalent et mitigé des femmes face à la maternité. On peut se demander si le refus des femmes de faire des enfants est vraiment un **non** à la maternité ou s'il n'est pas plutôt un **non** à la réalité sociale des mères et des charges qui leur incombent.

# Statistiques

## Saviez-vous que...

Un récent document du ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, monsieur Robert Dutil, intitulé **Énoncé des orientations et de la dynamique administrative**, a été adopté par le Conseil des ministres le 3 décembre 1987.

Certaines des statistiques qui y sont répertoriées illustrent les transformations intervenues dans la composition des familles, dans leurs structures, dans les rôles tenus par leurs membres et dans leurs fondements mêmes.

### Nombre d'enfants de 0 à 18 ans par famille

Familles	Enfants	%
416 032	1	44,7
317 531	2	39,9
115 291	3	12,4
27 218	4 et +	2,9

Régie des rentes du Québec (1985)

### Mariage et union de fait

#### ▪ MARIAGE

**De 1961 à 1985: proportion des personnes qui se marient**

Hommes: de 92,7% à 49%

Femmes: de 87,1% à 51,7%

#### ▪ UNION DE FAIT

**Proportion de toutes les personnes ayant déjà vécu une union de fait**

Québec: 28,3%

Canada: 23,4%

Statistique-Canada, *Enquête sur la famille, conclusions préliminaires (août 1985)*

#### ▪ ENFANTS

**Proportion des enfants de premier rang nés hors mariage**

En 1985: 35%

### Familles monoparentales

**Au recensement de 1986, les familles monoparentales avec enfants de 0 à 24 ans représentaient 20,8% de l'ensemble des familles avec des enfants de 0 à 24 ans à la maison.**

### Séparations légales et divorces

Année	Mariages	Divorces séparations légales	(%)
1969	47 545	2 947	(6,2)
1982	38 354	18 579	(48,4)
1985	37 026	21 972	(59,3)

▪ Si l'on fait le total des personnes impliquées dans des divorces et des séparations légales, depuis 1968, on dénombre plus d'un million de personnes, parents, enfants, adolescentes et adolescents.

▪ Les statistiques données couramment sur les divorces et sur les séparations légales ne rendent jamais compte, bien sûr, des ruptures d'union de fait, lesquelles sont, selon les estimations disponibles, plus nombreuses que les ruptures de mariage et de durée plus courte encore que les mariages.

### Fécondité

Année	Naissances	Population
1959	144 459	5 024 000
1972	88 118	6 053 600
1981	99 893	6 438 403
1982	91 000	6 470 300
1983	87 739	6 510 100
1984	87 610	6 541 500
1985	86 008	6 580 700
1986	84 579	6 631 000 (estimation)

L'indice à la fécondité est passé de 3,9 enfants en 1956 à 1,38 en 1986; il est le plus bas en Occident après celui de l'Allemagne de l'Ouest.

### Présence des mères sur le marché du travail

Année	Taux d'activité total des femmes	Taux d'activité des 20-24 ans	Taux d'activité des 25-34 ans	Mères d'enfants de moins de 6 ans
	%	%	%	%
1981	47	70	62,6	44,6
1986	50,6	74,8	68,11	57

1972

# Plaidoyer pour les courbes femelles

par Hortense Michaud-Lalanne

Cet article a été publié en novembre 1972 dans la revue étudiante des H.E.C.

Développez, croissez et multipliez, vous serez bientôt drôles comme les Chinois, aimables comme les Parisiens, heureux comme les New-Yorkais... Ça presse, grouillez-vous, qu'est-ce que vous attendez?

La courbe de la consommation et du standard de vie est partie en peur, la courbe du P.N.B. (produit national brut) est partie en peur, la courbe de la technologie est partie en peur, *Alleluia!*

Plus (more) de clients, plus de profits, plus de croissance, *Alleluia!*

## L'ombre au tableau

On est des mauvais comptables, on inscrit ce qui fait notre affaire, on néglige l'autre colonne du bilan... La pollution est partie en peur, mais fascinés par la courbe de croissance, nous faisons la sourde oreille.

C'est si beau une courbe de croissance exponentielle, c'est si beau une courbe qui part en érection! Fascinant! *The sky is the limit.*

La croissance exponentielle, celle-là même qui inspire le calcul de l'intérêt composé est une absurdité, une fixation du cerveau humain, une dangereuse obsession qui est en train de faire péter la planète.

D'ici 30 ans, la population humaine doublera, ce qui signifie qu'en défrichant

l'équivalent de tout ce qu'on a réussi à mettre en culture depuis 10 000 ans, qu'en doublant tout ce qui existe déjà comme moyens mis jusqu'à ce jour à la disposition de l'homme, on en sera au même point per capita, c'est-à-dire qu'il y aura au mieux 2 milliards d'affamés.

La courbe de la population humaine est partie en peur depuis un siècle, le sombre théorème de Malthus est à la veille d'être prouvé, démontré et même oublié, si l'écocatastrophe à laquelle nous courons déclenche une évolution à rebours.

Pourtant, rien qu'à voir on voit bien qu'une courbe qui grimpe doit s'arrêter et plafonner un beau jour; mais ça les gênerait, nos dirigeants, d'admettre que la courbe mâle n'est pas viable.

## Ébauche de solution

Heureusement, mine de rien, les Canadiennes sont en train de contredire ceux qui rêvent tout éveillés et de leur rappeler que *l'érection est un état passager.*

Constatant l'absurdité de la vie, Tolstoï en était venu à prêcher dans ses écrits la non-reproduction. Le comte Tolstoï, témoin des déchirements de la Russie Tsariste, de l'insatiabilité des hommes face aux biens matériels, de l'injustice des possédants, le comte Tolstoï fut un grand humaniste; cependant, sur l'essentiel, il a donné le mauvais exemple: il a laissé 13 enfants derrière lui.

Les Canadiennes ne prétendent pas à la gloire, elles sont moins préoccupées de métaphysique que Tolstoï, elles ont des mobiles fort éloignés de ceux du père d'Anna Karénine, mais si c'est la performance qui compte, les Canadiennes sont sur la bonne voie.

## Un changement de 57% en 10 ans

### Taux d'accroissement naturel

	1960	1970	Changement
Canada	19	10,1	-47%
Québec	20	8,6	-57%

Parallelement, aux U.S.A., la fertilité a baissé pour atteindre, au début de 1972, un taux inférieur à 16/1000, c'est-à-dire comparable à celui du Québec depuis 1969. (Voir *Scientific American*, Oct. 72, p.46)

Ce sont les filles des industriels et des marchands qui refusent de leur fabriquer des clients. Plus (no more) de clients, plus de profits, plus de croissance, *Alleluia!*

Les courbes montantes, grimpanes, fascinantes, viennent d'abandonner la verticale pour amorcer un virage qui pourrait bien être une mutation ou, à tout le moins, un changement de sexe... Arrondies et féminines, elles ne seront pas moins belles, mais elles vont forcer un peu tout le monde à repenser ses estimations.

## Un défi

Saurons-nous compter avec des signes *moins* à la place des signes *plus*? Il y a un tas de gens que ça va embêter drôlement - nous les premiers.

Les instituteurs sont déjà dans le bain, mais avez-vous pensé aux administrateurs de caisses de retraite et de compagnies d'assurances?

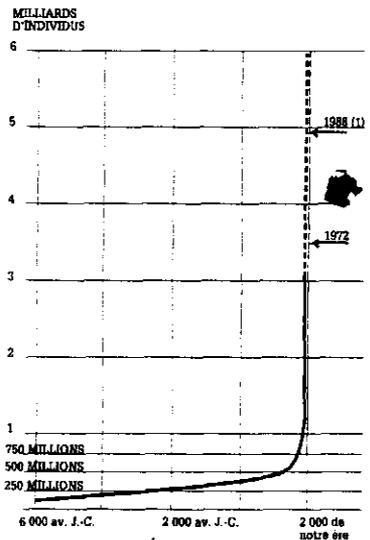
Avez-vous pensé aux politiques d'immigration (entre immigrant et envahisseur, il n'y a qu'une différence de degré, reliée à la capacité d'absorption du milieu); avez-vous pensé aux politiques de santé (il n'est pas plus intelligent d'avoir trop de vieillards impotents dans une population que trop d'enfants); avez-vous pensé au taux de partici-

pation de la main-d'œuvre féminine sur le marché du travail?

Bref, il y a un paquet de notions à revoir, une foule de changements à organiser et, si l'on veut être réaliste, ce premier pas vers la croissance zéro que préconisent les écologistes est un défi aussi intéressant à relever que ceux que nous raconterons nostalgiquement à nos petits-enfants, ébahis d'apprendre que les graves problèmes ont déjà consisté à décider par exemple,

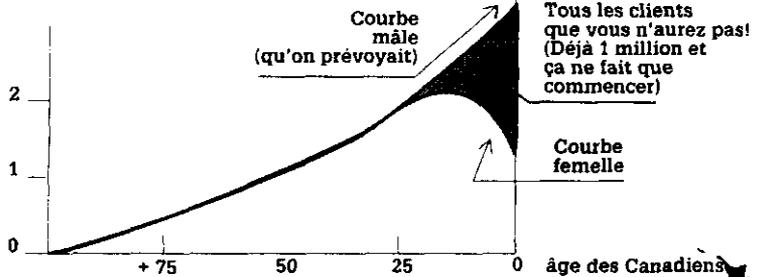
- quand achèterons-nous notre troisième automobile, ou
- quelle couleur de papier hygiénique pourrait bien épater la visite?

## L'EXPLOSION DE LA POPULATION MONDIALE



(1) Mise à jour FFO

Millions d'individus



## DISTRIBUTION DE LA POPULATION AU CANADA • 1972

1988

par  
Hortense Michaud-Lalanne

# Attention courbes dangereuses

## Au stade, on dit *curves*

### Play ball!

En 1972, ayant constaté que plus d'un million de Canadiennes et de Canadiens n'étaient pas dans les années précédentes, à cause de la nouvelle attitude des femmes envers la fécondité, il m'est apparu très clairement que le monde autour de nous s'en trouverait profondément transformé!

Je préparais alors une maîtrise à l'École des Hautes Études Commerciales. Notre virage démographique, me semblait-il, ne suscitait pas l'intérêt qu'il méritait. Pour aider les gens à bien comprendre les changements en cours, et pour attirer leur attention, j'ai inventé un vocabulaire qui fait image...

**LA COURBE EN ÉRECTION:** c'est une courbe conquérante, mâle, qui devient presque verticale. Plusieurs économistes, ainsi que les spéculateurs, l'affectionnent particulièrement.

**LA COURBE FEMELLE:** c'est une courbe moins

flyée, plus terre-à-terre. Elle ondule et sinue, plus près des cycles biologiques que des chimères des spéculateurs.

**L'ÉRECTION EST UN ÉTAT PASSAGER:** ainsi formulée, cette règle de base est facile à mémoriser <sup>1</sup>. En d'autres termes, après la courbe mâle, vient tôt ou tard la courbe femelle.

Pour ce qui touche la démographie, c'est-à-dire la population, la courbe mâle, celle de la croissance rapide et sans répit, a battu les records mondiaux, ici même au Québec, grâce à toutes nos aïeules et autres filles de Caleb. Voici comment.

Après 1760, date de la conquête de la Nouvelle-France par les Anglais, 60 000 francophones restent dans la vallée du Saint-Laurent et y réalisent l'entreprise de croissance démographique probablement la plus colossale jamais enregistrée: les Québécois francophones ont multiplié leurs effectifs par 10 dans le siècle qui

précède la Confédération et renouvelé ce décuplement entre 1860 et 1960.

Pour bien comprendre combien l'exploit de multiplier par 100 en deux siècles est sensationnel, il convient de noter que l'Angleterre compterait aujourd'hui autant d'habitants que la Chine, ou que la Chine dépasserait largement les 20 milliards d'habitants, si chacun de ces deux pays avait joui d'un taux d'accroissement naturel comparable à celui que nous avons connu dans la période qui va de 1760 à 1960.

Évidemment, pendant cette période, la guerre, la famine et la haute morbidité ont été le lot des Européens et des Asiatiques beaucoup plus souvent que celui des Québécois, parce qu'ici, le ratio population/territoire n'a pas encore atteint le seuil où ces phénomènes de guerre, de famine et d'épidémies reviennent fréquemment, annonçant que les limites sont atteintes.

Des facteurs d'environnement favorable, dont ne disposaient pas les Anglais et les Chinois, expliquent donc partiellement notre accroissement démographique.

Mais l'autre partie de l'explication est également capitale: notre fécondité a été maintenue à un niveau exceptionnel, grâce à des tabous imposés par les leaders religieux, comme le plus sûr moyen d'assurer la survie du groupe <sup>2</sup>.

### 1959-1968 strike one

Dès 1959, c'est-à-dire avant l'apparition des contraceptifs oraux, le taux de natalité québécois se met à évoluer rapidement à la baisse.

**Les héroïnes sont fatiguées.** Malgré toutes leurs prouesses au chapitre de la natalité, elles perdent leur temps — quand ce n'est pas leur santé et leur vie — à cause des politiques d'immigration

d'Ottawa qui, depuis le 18<sup>e</sup> siècle, visent systématiquement et très ouvertement l'affaiblissement de la position relative des francophones au Canada.

Ainsi, de 1947 à 1966, pendant que le Québec enregistre 2 275 000 naissances vivantes (ouf!), l'immigration apportait au pays 2 800 000 nouveaux venus, assimilés en quasi totalité par l'élément dominant anglophone<sup>3</sup>.

Entre nous, il était grand temps que la balle change de camp, lorsque s'amorça enfin le virage démographique.

Ce marathon absurde nous avait poussés à des extrêmes qu'il peut être utile de rappeler...

- Dans les années 50, l'enlèvement des ovaires était pratiqué pour empêcher la famille par certains médecins dont les femmes assez riches se passaient le nom.

- En 1959, les Québécoises étaient *recordwomen* du monde occidental, avec 4 enfants en moyenne chacune. Comme le nombre de nos religieuses dépassait aussi ce qui se faisait ailleurs, la performance est encore plus impressionnante qu'il n'y paraît à première vue<sup>4</sup>.

- En 1963-1964, dans les salons de coiffure et autres lieux de rencontre, un nombre effarant de femmes enceintes osaient à l'occasion avouer à mi-voix *J'm'étais pourtant juré de ne plus m'laisser poigner*. La résignation silencieuse achevait.

- Alors que la Confédération fêtait ses 100 ans à l'Expo 67, nos orphelinats regorgeaient d'enfants à l'abandon: 7000 garçons

qu'on classait inadoptables — ils avaient plus de 15 mois — rien qu'à Montréal.

On pourrait continuer pendant des heures, tant les exemples sont innombrables. Un dernier, pour finir en beauté...

- Je connais une dame, professeure de biologie, qui a été congédiée à cette époque pour avoir parlé de contraception devant des collégiennes de 18 à 20 ans. Pourtant — et c'est ce qui l'avait motivée à courir un si grand risque malgré les tabous qui persistaient — certaines de ses élèves avaient dû interrompre leurs études peu de temps auparavant pour aller accoucher à la campagne, en cachette.

Vous admettez que les mots **problèmes démographiques** prenaient alors tout leur sens.

En 1968, le pape, dans *Humanæ Vitæ*, reprendra la rengaine voulant nous convaincre que ***l'amour sans les enfants, c'est péché***.

Alors, dans nos familles, nos pharmacies, nos cliniques, nos paroisses, nos réseaux, etc., des complicités vont s'organiser. Sans plan précis, sans programme, mais à la faveur d'une énergie souterraine et collective qu'il est devenu impossible d'endiguer, nous nous mettons ensemble à proclamer par nos actes, bien plus que par nos paroles: ***Les enfants, sans amour, c'est ça le péché***.

La proposition ainsi renversée est tellement évidente qu'on sent que désormais, il n'y aura plus moyen de la contourner.

## 1969-1988 strike two

Personne ne s'étonnera d'apprendre que nos dirigeants politiques ont soigneusement évité de s'exposer quand la bataille de la contraception faisait rage. Force est de constater que les courriéristes du cœur, les médecins, les infirmières, même certains confesseurs et jusqu'aux chauffeurs d'autobus qui transportaient, il y a 15 ans, les clientes vers les cliniques d'avortement américaines, ont été plus secourables.

Au fond, nous sommes reconnaissantes aux Lesage, aux Johnson, aux Bertrand, aux Bourassa de s'être tenus à l'écart. Parallèlement, hors Québec, la volonté de mieux contrôler leur fertilité devenait manifeste chez les Canadiennes et les Américaines. Là encore, on voit mal comment les Pearson, les Trudeau, les Johnson et les Nixon auraient pu servir à autre chose qu'à compromettre l'opération.

Le processus fut différent en Chine: après avoir, au prix d'efforts surhumains, réussi à nourrir une population passée de 500 millions à un milliard depuis 1949, la plus vieille civilisation au monde a décidé d'essayer la solution des arrières-petites-filles de Caleb, ***pensons qualité plutôt que quantité***. Finie la croissance héroïque. Il y a dix ans, les dirigeants chinois ont entrepris de convaincre les femmes de leur pays non seulement de suivre l'exemple que nous avons lancé, mais de viser moins qu'un enfant par femme, en moyenne. Ceux qui ont des yeux pour voir ont senti, ce jour-là, que la mode des courbes femelles allait faire un grand bond

en avant.

C'est un tournant historique...

L'expérience du genre humain est à peu près inexistant dans la gestion de la décroissance volontaire. Dans le passé, incités par les patriarches, les monarques, les généraux, ou les grands prêtres, c'est-à-dire ceux dont les avantages croissent proportionnellement au nombre des enfants, des sujets, des soldats ou des fidèles qui leur obéissent de gré ou de force, les peuples ont, plus souvent qu'à leur tour, crû inconsidérément jusqu'à ce que la guerre et la famine les ramènent malgré eux à une taille plus supportable.

Cette fois-ci, certaines parties du monde ont décidé de procéder différemment. Évidemment, il y aura des adaptations imposées par la décision de contrôler et — pourquoi pas — si ça nous chante — de réduire la population. À côté des adaptations que la guerre et que la famine imposent, la gestion de la décroissance devrait constituer une épreuve bien douce.

Au Québec, l'initiative vient des individus et nous nous en félicitons. C'est aux principaux intéressés, donc aux parents, que revient le dernier mot sur le nombre d'enfants qui leur convient. Quand on n'attend pas qu'un problème se chiffre en milliards, il est plus facile d'éviter que le pouvoir central pense aux solutions à notre place.

Toutefois, s'adapter au choix démocratique des mères signifie, pour nos meneurs, qu'ils devront accepter de faire leur deuil de notre fécondité exceptionnelle. Apprendre à penser comme au Danemark ou en Allemagne,

pays dont la fécondité est comparable à la nôtre. Avant de s'y résoudre, ils ont cherché quelques tours dans leur sac, on presume.

Qu'est-ce qu'ils nous réservent, croyez-vous? Du rechauffé, peut-être?

Saviez-vous que, dès le 17<sup>e</sup> siècle, en Nouvelle-France, les autorités coloniales n'y allaient pas de main morte: **Croître**, voilà l'objectif pour lequel on met en place diverses mesures incitatives et coercitives. Par exemple,

- désir exprimé par l'intendant Talon de forcer les Américaines à accélérer leur rythme de procréation par quelque règlement de police;

- amendes et, au besoin, emprisonnement des hommes (laïcs évidemment) qui refusent le mariage;

- primes diverses versées pour les 12<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup> et 25<sup>ème</sup> enfants!

On ne retournera pas là, quand même. Si nous sommes convaincues que les enfants, on préfère les faire par plaisir que par devoir, il ne faudra pas se gêner pour le répéter.

Quant au vieillissement de la population, l'épouvantail a de quoi faire rigoler. *Mis à part Terre-Neuve et l'Alberta, le Québec est le territoire en Amérique du Nord où la proportion de personnes âgées est la plus faible.* On est très loin de la France, de la Suède ou de l'Allemagne.

Reste la question de qui s'occupe des enfants qu'on a. Et de quelle manière? Il y a du pain sur la planche, pas seulement pour les garderies...

*En 1985-1986, 12,4 enfants sur mille étaient signalés à la Direction de la protection de la jeunesse; en Ontario, ce chiffre est de 17,5. En Ontario, on a réussi à mettre en place des moyens d'intervention rapide; pour les signalements retenus, ces interventions se font à l'intérieur d'une période de 24 heures. Au Québec, les délais sont considérablement plus longs, il se peut qu'on doive même attendre six mois entre le signalement et l'évaluation.*

Perdu dans une mer de texte, le paragraphe qui précède se trouve au bas de la page 411 du Rapport de la Commission Rochon. Avant de faire d'autres rejets, ne serions-nous pas bien avisés d'apprendre à mieux nous occuper de ceux qui sont déjà là? L'ennuyeux, c'est que depuis que le monde est monde, ce ne sont ni les experts, ni les comités, ni uniquement l'argent qui ont assuré le bonheur des enfants. Si nous avons oublié des vérités aussi élémentaires, nos chances de jamais réagir aux problèmes aussi vite que l'Ontario, demeureront décevantes pour ne pas dire humiliantes.

**Peut-être va-t-il nous falloir rendre les enfants encore plus rares? Jusqu'à ce que la loi de l'offre et de la demande joue en leur faveur. Viendra bien un jour où ils seront assez peu nombreux pour que tous les membres de la société les considèrent précieux et dignes d'intérêt.**

## À quoi jouent-ils avec nos taxes?

Si on reprend l'article **Plaidoyer pour les courbes femelles**, vieux de plus de 15 ans, et qu'on mesure la performance de nos preneurs de décisions dans certains domaines tels le travail féminin, l'immigration, la santé, etc., il saute aux yeux que la tentation d'appliquer des solutions d'hier aux problèmes de demain reste très forte. Ce n'est pas surprenant; les mâles qui nous dirigent n'ont-ils pas organisé des collectes et voté des subventions pour bâtir des églises et des maternités dans les années soixante, juste au moment où la population cessait de vouloir les remplir?

Actuellement, nos besoins en CEGEP baissent d'année en année, parce que les enfants qui ne sont pas nés depuis 1964 ont arrondi la courbe de la demande vers le bas. C'était clair, il me semble, en 1972; cela devrait l'être bien davantage dans les années 80.

Or, le plus gros CEGEP de la province est en chantier depuis deux ans, **grâce à vos taxes**, au coin de Sherbrooke et Atwater. C'est dur de casser les vieilles habitudes, dirait-on. Si au moins les contrats étaient allés à des femmes architectes, des femmes ingénieures, des femmes entrepreneures, des femmes électriciennes, des femmes qui tentent de gagner leur vie et pour lesquelles on aurait pu organiser une grande corvée, le temps de leur montrer un métier. Utopie bien sûr! Mais puisque la clientèle baisse, on aurait pu prendre tout notre temps pour inventer un compagnonnage original. Les cathédrales ne se sont

pas bâties en un jour et il fallait un brin de folie pour les concevoir, de toute manière.

Le chômage des femmes et leur ghettoïsation, déjà préoccupants en 1972, s'empirent à mesure que le taux de participation de la main-d'œuvre féminine augmente. Que fit Québec il y a 15 ans? - La Baie James!

Des 100 000 emplois tant vantés, y en eut-il seulement 5% pour les femmes? Et les profits faramineux que les détenteurs de contrats ont eus, vous croyez que les femmes en ont touché une part équitable?

Que planifie Québec 15 ans plus tard, alors que les données du problème sont encore plus évidentes? - Baie James II. Plus adapté que ça aux besoins de l'heure, tu te mets à parler latin!

Les garderies demeurent un luxe, mais le sort d'un champ de courses de chevaux - malgré que le public délaisse les estrades - les émeut; l'argent pour stimuler nos fils à se blesser dans une des activités les plus dangereuses qui soit - le hockey - ils le trouvent... les valeurs et les préférences des électrices, c'est des pinottes, bien moins dignes d'attention que le toit du stade - fréquenté massivement par les suralimentés (sans e) qui vont acclamer les surpayés (sans e)! Mon intuition féminine me dit que les règles du jeu sont sans doute à la veille d'un petit époussetage bien mérité.

Imaginez un référendum sur les priorités en santé. Plusieurs questions viennent à l'esprit. En voici une parmi mille:

• Des quintuplés-éprouvette à 500 000\$<sup>5</sup> plus éventuellement les frais de psychiatrie, est-ce un résultat souhaitable, sachant que notre société taxe les gens au salaire minimum pour payer la note?

### Et l'immigration alors?

Qui s'assure que les nouveaux venus ne véhiculent pas les valeurs machos et réactionnaires qu'on a tant de mal à extirper des mœurs locales? Après nous être donné un mal de chien à éduquer nos pères, nos maris et nos fils, il serait parfaitement inconscient de négliger le front des immigrants, si nous ne voulons pas perdre la guerre.

Ceux et celles qui ne croient pas au droit de vote des femmes, qui nous pensent par nature destinées à être des juments poulinières confinées au gynécée, incapables de choisir nos destinées et nos maris, justes bonnes à être voilées, rasées, quand ce n'est pas clitoridectomisées, vous est-il jamais arrivé de penser qu'il y a peut-être une limite à notre capacité de les recevoir, de les comprendre et éventuellement de leur faire parcourir en accéléré les millénaires qui les séparent des temps modernes? Au moment où les évêques canadiens commencent à se préoccuper de la place des femmes, aurions-nous intérêt à inonder nos églises et nos temples de fanatiques de Saint-Paul, venus d'ailleurs, aussi convaincus de l'inégalité des sexes qu'ont pu l'être nos monseigneurs et nos bonnes sœurs des temps jadis? Compromettre par manque de prévoyance les droits de nos filles et nos petites-filles, ce n'est pas de la générosité, c'est de l'imbécillité.

### À quand le jeûne du sénateur Hébert, pour sauvegarder les acquis des Canadiennes?

Si elle est écrite par ceux et celles qui prêtent attention aux modifications profondes et démocratiques, l'Histoire retiendra des années soixante beaucoup moins la conquête de la Lune par l'homme occidental, que la conquête de son corps par la femme occidentale. En réduisant la part de notre énergie que nous consentons à investir dans la fonction de reproduction, nous avons entrepris d'élargir notre champ d'intervention et d'envahir quelques plates-bandes. Avec l'ardeur des néophytes, nous avons quelques questions dérangeantes à poser.

La première manche n'est même pas terminée que déjà nous sentons qu'on va bien s'amuser.

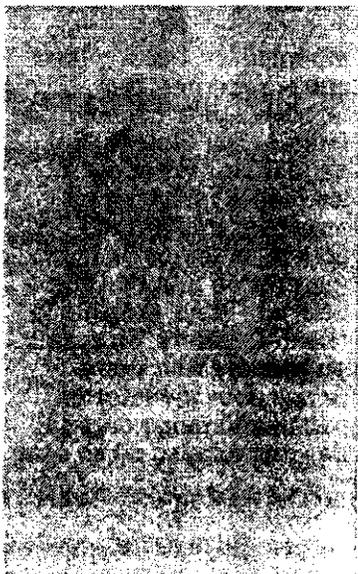
<sup>2</sup> Ce facteur culturel explique la différence entre les taux de natalité de deux groupes à environnement semblable, les Québécois (35,5/1000) et les Ontariens (23,7/1000) de 1921 à 1925. Un écart de 50%.

<sup>3</sup> Pour illustrer combien le fédéral faisait alors fine bouche à l'endroit de tout ce qui était francophone, Frédéric Back, diplômé, jeune et en santé, a été refusé. C'est parce qu'il s'est infiltré illégalement que nous pouvons aujourd'hui nous enorgueillir de ses œuvres qui lui ont valu un Oscar et combien de prix. Pourtant, notre porte était ouverte pour les nazis pendant ce temps-là. La Commission Deschênes ne l'a pas caché.

<sup>4</sup> Aux dernières nouvelles, nous avons presque coupé ce nombre en 3, dans les derniers 30 ans.

<sup>5</sup> 100 000\$ par prématuré à risque, c'est la facture courante.

**1** Si votre courtier a commis l'imprudence d'oublier cette loi élémentaire, juste avant que la bourse ne se dégonfle en octobre 1987, conseillez-lui de s'en souvenir la prochaine fois qu'il vous promettra la lune.



## Réussira-t-on à faire en sorte que... les femmes acceptent et réclament le développement des NTR?

par Hélène Valentini

Inlassablement depuis 15 ans, le mouvement d'autosanté des femmes et d'humanisation de la naissance, ainsi que de très nombreuses femmes, répètent que la grossesse n'est pas une maladie, pas plus que l'accouchement ne devrait être une opération médicale ou chirurgicale. Les interventions dans ce sens se multiplient: pressions politiques, pratique des sages-femmes, mise sur pied par les femmes de réseaux d'entraide, recherche de solutions individuelles (magasinage de médecin et d'hôpital), etc. Malgré l'existence de ce vaste mouvement social, le pouvoir médical continue de maintenir et d'augmenter son emprise sur le corps des femmes.

Les techniques du diagnostic prénatal et de la procréation assistée se multiplient, le taux d'interventions obstétricales lors de l'accouchement (déclenchement ou accélération du travail, césarienne, monitoring fœtal, extraction avec forcep ou ventouse, épisiotomie, etc.), ne cesse de s'accroître. Quant à la biologie moléculaire et au génie génétique, leur développement récent nous indique qu'il sera bientôt possible de modifier le génome humain.

L'expérience individuelle et collective des femmes dans la procréation et la réalité sociale dans laquelle elle s'inscrit semblent converger de plus en plus vers l'émergence de nouvelles pratiques qui, à long terme, risquent d'exclure les femmes de la reproduction. *La gestation utérine est peut-être en voie de devenir un anachronisme comme l'est devenu l'accouchement à la maison versus l'hôpital, et comme est peut-être en train de le devenir l'accouchement vaginal versus la césarienne.* (Dunnigan L., GREMF, 1988)

Plusieurs considérations nous amènent à penser que, dans un futur proche, la procréation pourra se faire à l'extérieur du corps des femmes, comme se fait actuellement la fécondation, dans le cas de la fécondation in vitro. En fait, plusieurs fondements idéologiques de cette nouvelle réalité sont contenus dans les concepts de grossesse = maladie et d'accouchement = opération.

## L'idéologie du risque et le sens de la responsabilité maternelle

Si l'on en juge par la multiplication des examens effectués de façon routinière à toutes les femmes enceintes et l'ensemble des prescriptions qui leur sont adressées, il semble évident que la grossesse, moment dangereux de la vie, présente de nombreux risques. C'est surtout sur le fœtus que porte cette notion de risque; risque de mortalité, de morbidité, dont celui de la malformation occupe une place importante; risque au nom duquel la médecine intervient au cas où en l'absence de symptômes justifiés; risques en fonction desquels les femmes acceptent de se conformer à certains comportements exigés d'elles et considèrent normal, voire même rassurant, l'interventionnisme obstétrical. En fait, la médecine joue beaucoup sur les craintes naturelles des femmes et leur propose des solutions technologiques rassurantes à l'intérieur d'une vision très mécaniste du corps humain. Elle manie avec beaucoup d'hostilité le concept d'idéologie du risque, imposant ainsi de multiples interventions au nom du bien-être du futur enfant.

Le bien-être de l'enfant est aussi une préoccupation majeure des femmes enceintes. Chaque femme estime qu'elle a la responsabilité de mettre au monde un enfant en santé; un sens des responsabilités qui peut se traduire par un sentiment d'infériorité et de défection dans son rôle de mère si l'enfant naît avec une déficience. Cette carence apparaît d'autant plus inacceptable qu'une technologie incluant le diagnostic prénatal et bientôt la sélection des gènes, l'utérus artificiel et d'autres que nous ne soupçonnons pas encore, est ou sera accessible. Les femmes enceintes, principalement préoccupées par la qualité de vie de l'enfant à naître, pourront-elles encore prendre le risque de porter et mettre au monde leur(s) enfant(s)?

Le refus de plus en plus fréquent manifesté par les femmes de prendre des risques dans l'intérêt de leur enfant s'inscrit dans un contexte social où la responsabilité maternelle se confond avec la culpabilité maternelle. De nombreuses théories scientifiques, psychanalytiques et psychologiques tendent à présenter la mère comme la seule et unique responsable du devenir de l'enfant. Elle sera la première à être pointée du doigt si son enfant naît prématurément ou avec une déficience et qu'elle a fumé ou adopté des comportements jugés déviants pendant la grossesse.

Par grossesse égale maladie, il faut entendre la grossesse comme étant la source de handicap pour de nombreuses femmes. Par exemple, les milieux de travail n'étant pas du tout adaptés à la réalité de gestation des femmes enceintes, tout comme il ne l'est pas à l'ensemble de l'exercice de la maternité, ce sont les femmes qui doivent se transformer pour être aptes à demeurer dans ces milieux et à exercer leur profession. Par

ailleurs, plus qu'à tout autre moment, on exige souvent d'elles qu'elles fassent la preuve de leur efficacité et de leur compétence, même et surtout enceintes.

En conséquence, être enceinte devient un poids, une contrainte supplémentaire, et élever des enfants, une charge que de moins en moins de femmes peuvent concilier avec leurs nouvelles fonctions. D'autre part, les femmes connaissent bien les exigences socio-économiques de la maternité. Beaucoup d'entre elles, dans ce difficile contexte d'exercice de la maternité, préfèrent refuser totalement de la vivre ou alors préfèrent vivre la maternité à certaines conditions seulement.

Le recours à la technologie qui présente tout l'attrait du progrès et se propose comme finalité, tout en supprimant apparemment des irritants à la maternité, et l'amélioration de l'état de santé du nouveau-né, ne risquent-ils pas de trouver un bassin de population favorable aux NTR? En effet, dans un contexte socio-économique qui ne permet pas de concilier maternité et nouvelles responsabilités des femmes (travail, etc.), ne sera-t-il pas tentant de se débarrasser de la gestation utérine, ou de tout handicap à la naissance?

## La gestation à l'extérieur du corps des femmes: une façon d'en finir avec l'opération de l'accouchement

L'accouchement est le plus souvent vécu dans des conditions très médicalisées et fréquemment traumatisantes. Les femmes, césarisées ou épisiotomisées, ressortent de cette expérience souvent humiliées et révoltées, éprouvant une profonde déception.

Leur expérience de la souffrance est amplifiée par le contexte hospitalier dans lequel elle se situe. Par ailleurs, elle est d'autant plus inacceptable qu'elle s'inscrit dans une société profondément antidoloriste. La douleur constitue bien souvent une valeur négative pour la personne qui l'éprouve. La réponse médicale à cette expérience individuelle est là encore technique et a pour conséquence une amplification de la surmédicalisation de l'accouchement et de l'emprise du pouvoir médical sur celui-ci. La suppression de l'accouchement risque de constituer un élément promotionnel non négligeable dans l'acceptation, dans l'avènement de la procréation à l'extérieur du corps des femmes.

D'autres fondements idéologiques de la mise en place des NTR et de la procréation à l'extérieur du corps des femmes menteraient d'être plus étudiés. Il s'agit en particulier du fœtus perçu comme un être humain indépendant du corps de la femme et traité comme un patient par les médecins. Cette nouvelle conception ne risque-t-elle pas de réduire l'intégrité physique des femmes et de permettre que leur soient imposés des comportements pendant la grossesse?

Par ailleurs, notre système de valeurs a de plus en plus tendance à considérer l'enfant comme une marchandise à produire selon des critères d'efficacité en terme de production et de rentabilité pour la société dans son ensemble. C'est aussi dans ce contexte que les femmes sont amenées individuellement à prendre des décisions concernant la venue au monde de leur enfant.

En fait, en ne tenant compte que de ces quelques éléments, on comprend aisément que ces nouvelles conceptions sociale, médicale et individuelle de l'enfant ainsi que celle du rôle des femmes dans la maternité puissent favoriser le développement des nouvelles technologies de reproduction (dont outre le diagnostic prénatal et la procréation assistée, la procréation à l'extérieur du corps des femmes feront bientôt partie).

Faut-il se réjouir et espérer ce futur ou chercher à défendre une certaine forme de rapport à la reproduction de la vie qui est spécifique aux femmes? L'ensemble des nouvelles technologies de reproduction (NTR, DPN, utérus artificiel) crée-t-il de nouveaux espoirs pour les femmes, celui d'un plus grand contrôle de la maternité par la supervision qualitative du fœtus et l'augmentation de possibilités de choix pour les femmes? Ces choix ne relèvent-ils pas plus de contraintes et de pressions sociales, économiques et politiques?

Ces choix présentés comme des choix individuels ne seraient-ils pas plus la résultante d'un choix de société dont l'Etat et le corps médical seraient les principaux promoteurs et auquel les femmes ne participeraient que pas ou peu?

*La gestation utérine et l'accouchement sont-ils des phénomènes strictement physiologiques ou sont-ils des expériences ayant une portée, un sens pour les femmes dans le processus de devenir mères et dans les liens entre les femmes et les enfants conçus?* (Dunnigan L., GREMF, 1988)

Hélène Valentini a milité pendant sept ans au sein du mouvement d'humanisation de la naissance. Elle a effectué des recherches sur le diagnostic prénatal pour le Conseil du statut de la femme. Récemment, elle a rédigé l'avis émis pour le Conseil des Affaires sociales et de la famille (6 janv. 88), recommandant la reconnaissance de la pratique des sages-femmes au Québec. Elle est actuellement en congé de maternité.

# Les féministes et la maternité capturée par la technologie

par Lise Dunnigan

L'invasion de la technologie et ses effets matériels et symboliques peuvent placer les féministes dans une position embarrassante. Les technologies de reproduction ont déjà procédé au découpage de la maternité biologique en une série de fonctions distinctes auxquelles on cherche vainement à appliquer le concept de maternité. Ces technologies semblent aussi nous diriger à plus long terme vers une procréation entièrement extra corporelle. Ce nouveau contexte place le mouvement féministe dans l'obligation de réexaminer ses analyses du rapport entre la maternité et l'identité des femmes.

Les discours sur cette question émanant du mouvement des femmes sont diversifiés et parfois très divergents. Selon l'exposé fait par Francine Décarie lors du forum organisé par le Conseil du statut de la femme sur les nouvelles technologies de la reproduction, on peut distinguer deux ou trois principaux courants.

Tout d'abord, le courant égalitariste et le courant matérialiste ont respectivement soutenu que l'identité des femmes ne devrait pas être liée à la maternité, en

tous cas pas à la maternité biologique et, d'autre part, que l'égalité ou la fin de l'oppression des femmes comme groupe social peut dépendre de la possibilité pour les femmes de se dégager le plus possible de cette fonction biologique (Firestone, Beauvoir). Dans chacune de ces perspectives, la maternité constitue une limite ultime et infranchissable à une égalité ou à une libération totale.

Cette différence biologique incontournable serait toujours la source ou le lieu d'émergence de l'oppression et de l'inégalité. Pour les radicales matérialistes, la seule stratégie ultime semble être le refus militant de la maternité.

Un troisième courant qui a émergé aux États-Unis à la fin des années soixante-dix et sur lequel s'appuie principalement le mouvement actuel contre les nouvelles technologies de la reproduction propose une théorie de la différence. Cette théorie met l'accent sur la maternité et le pouvoir procréateur des femmes. Elle explore différentes hypothèses relatives à la spécificité d'une culture découlant de l'expérience symbolique et concrète de la maternité (Sixous, Devilaine, Kristeva, O'Brien, etc.). Ce courant avance que la source de l'oppression des femmes n'est pas dans leur fonction génitrice mais dans la capacité du système patriarcal d'isoler les femmes dans cette fonction existentielle. La stratégie de libération se modifie et s'articule alors autour de l'*institutionnalisation de la maternité qui dépossède les femmes de leur propre expérience et les rend par conséquent étrangères à leur corps et à leur histoire.* (Decarie, **Forum NTR**, CSF, 1987)

En réaction à cette ten-

dance, Janice Raymond, coordonnatrice de *Finnrage* 1, aux États-Unis, avançait, lors de la clôture du Forum sur les NTR, que ce courant idéologique pourrait mener à une valorisation, voire même une mystification de la maternité, à moins de questionner cette dernière en tant qu'institution et de remettre en question son caractère obligé et sa centralité dans la vie des femmes. Pour elle, insister sur le pouvoir collectif des femmes face à la procréation ne signifie pas réclamer le maternage comme une fonction propre aux femmes et considérer cette fonction comme un idéal et un pouvoir en soi. *Les femmes n'auront pas de pouvoir collectif au plan de la procréation à moins d'avoir un pouvoir collectif dans les autres domaines de la vie. (...) Il n'y aura pas de pouvoir collectif des femmes à travers la procréation tant que les femmes n'auront pas de pouvoir, point.* (Janice Raymond, **Forum NTR**, CSF, 1987)

Ce bref aperçu des trois principaux courants idéologiques sur la maternité, véhiculés dans le mouvement féministe, nous amène à poser plusieurs questions relatives à la valeur du biologique dans l'identité maternelle et à la valeur de la maternité dans l'identité spécifique des femmes.

Quelle est la place du corps, du lien biologique et de l'expérience de la grossesse et de l'accouchement dans l'identité maternelle par rapport aux liens maternels, affectifs et autres que suppose la prise en charge des enfants à partir de la naissance, mais dans lesquels on ne voit plus nécessairement de spécificité du féminin?

Le mouvement féministe a longtemps soutenu que

l'identité des femmes, en tant qu'individues, ne devrait pas être fondée sur la maternité, celle-ci, ainsi que la non-maternité, devant être vues comme des choix sans rapport avec le fait fondamental d'être une femme à part entière. Aujourd'hui, le féminisme peut-il s'avancer à dire que l'identité des femmes en tant que classe est liée à la spécificité de la maternité, c'est-à-dire à la spécificité du rapport global qu'ont les femmes à la reproduction humaine; que l'identité des femmes comme groupe social distinct pourrait être liée à la possibilité, pour chacune, en tout cas pour la plupart d'entre elles, de choisir d'entrer ou non dans un rapport à la procréation qui soit spécifique à leur sexe?

Extraits de la conférence donnée au GREMF, Université Laval, 1er mars 1988

Lise Dunnigan a été responsable du travail de recherche sur les nouvelles technologies de la reproduction au Conseil du statut de la femme. Elle est actuellement affectée au Comité de travail sur les NTR, attachée au ministère de la Santé et des Services sociaux.

1 **Finnrage**, Feminist International Network of Resistance against Genetic Engineering

# L'intervention collective des femmes: faire face au développement des nouvelles technologies de reproduction

par Marie Lalancette

Quel est le courant de pensée qui cautionne le développement de l'offre de nouvelles techniques de procréation? Il s'agit d'une **certaine définition de la maternité**, définition élaborée par le genre masculin suite à un rapport de pouvoir favorable à ce même genre. Résumons en trois points: **la maternité biologique est obligatoire. Elle doit se dérouler dans un cadre familial traditionnel. Les intérêts des femmes sont opposés au fœtus qui se retrouve dans un environnement préjudiciable et, à la limite, dangereux.** Le fait que les NTR se développent signifie-t-il que ce courant de pensée est considéré comme un choix de société par les décideurs?

Pourtant, un courant majoritaire de l'opinion publique, les groupes de femmes en faveur du libre choix des femmes face à la maternité et, en particulier, la F.Q.P.N., s'appuient sur l'expérience des femmes de la maternité et pensent que la relation entre la société et le fœtus passe par la femme qui porte ce fœtus.

Comme être social, elle est la mieux placée pour tenir compte des intérêts globaux que comporte sa situation.

Les développeurs des NTR prétendent proposer un éventail de choix aux femmes: une grossesse sur commande, un bébé parfait. Les femmes se retrouvent à prendre isolément des décisions telles que: aller en processus de fécondation in vitro ou avorter pour cause eugénique, sans avoir participé collectivement au supposé choix de société à la base des NTR, sans avoir eu l'occasion de faire valoir leur point de vue sur un sujet les touchant de façon exclusive. Et si les pseudo-choix individuels laissés aux femmes comportaient une incidence pour les femmes comme groupe? Si ceux-ci servaient à consolider la logique sur laquelle ils s'appuient: le non-choix des femmes face à la maternité, leur devoir de soumettre totalement leur corps et leur vie à la contrainte médicale, posée comme correspondant aux intérêts de l'Etat.

Seule l'intervention collective des femmes au niveau des choix de société déterminant le développement des NTR permettra un choix réel et éclairé pour les femmes comme individus.

La F.Q.P.N. a déjà demandé un moratoire sur les NTR et la diffusion de l'information concernant l'évolution des recherches et des pratiques. Nous continuons de croire que le moratoire et la tenue d'un débat public donneraient lieu à des décisions de société plus respectueuses des femmes. Conscientes de l'absence de volonté politique allant dans ce sens et de l'imposant statut social dont bénéficient les tenants du discours anti-choix des femmes, la F.Q.P.N. propose que les femmes participent à la réglementation des pratiques associées à l'utilisation des nouvelles techniques de procréation. Pour cela, la F.Q.P.N. mène des actions auprès des décideurs politiques et corporatifs et effectue actuellement une tournée provinciale d'information auprès des groupes de

femmes et des femmes. L'implication des groupes de femmes constitue l'élément crucial dans l'aboutissement de ces revendications.

Marie Lalancette est actuellement agente d'information et de recherche au siège social de la **Fédération du Québec pour le planning des naissances** où elle effectue des recherches sur les NTR et leur impact sur la condition des femmes.

## Enquête

# Celles qui ne veulent pas d'enfant

par Louise Bessette

Cet article a été publié dans *La Vie en rose*, mars 1987

*Estime-toi chanceuse si tu recueilles cent réponses!*, lui avait dit son directeur de thèse. Marlène Carmel, étudiante en psychologie sociale à Moncton, voulait pourtant savoir: qui sont ces femmes qui ne veulent pas d'enfant, et qu'est-ce qui a motivé leur choix? Elle en avait même fait le sujet de sa thèse de maîtrise. Mais ces Québécoises-là oseraient-elles se manifester, se faire connaître, elles qui, par leur refus de la maternité, dérangent et bousculent encore aujourd'hui les idées reçues les plus profondément enracinées?

Marlène Carmel a bien fait de s'entêter. Elle a d'abord diffusé des annonces dans une vingtaine de revues (*La Gazette des femmes*, *La Vie en rose*, *Nursing-Québec*, *les bulletins de l'AFEAS* et *du Cercle des Fermières*, etc.<sup>1</sup>). Aussitôt lettres et téléphones ont afflué. De tous les coins du Québec, 415 questionnaires lui étaient retournés sur les 485 distribués de février à mai 1986, ce qui mettait

notre étudiante en mesure de compiler et d'analyser plus en profondeur pas moins de 391 réponses. Selon toute évidence, et à la surprise même de Marlène Carmel, elles avaient envie de s'exprimer, ces femmes qui ne veulent pas d'enfant, envie de sortir de l'ombre et du silence... enfin!

Bien sûr il y a toujours eu, dans l'histoire, des femmes qui, par choix ou non, n'avaient pas d'enfant. Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire, elles étaient plus nombreuses au début du siècle qu'actuellement. En 87, la mode serait plutôt à la maternité: ce n'est pas le nombre de mères qui diminue, mais celui des enfants que chacune met au monde<sup>2</sup>.

### Qui sont-elles?

Elles ne ressemblent plus guère aux *vieilles filles* ou aux religieuses d'antan, les *non-mères* volontaires d'aujourd'hui. Toutes celles qui ont écrit à Marlène Carmel critiquent sévèrement le piège social de la maternité. Ces marginales, ces *franches-tireuses* ne craignent pas de défier leur propre conditionnement social et familial. *Utérus oblige!*, semble-t-on souvent leur souffler, car les pressions, surtout de la part des paires, amies et collègues (plus que de la part des chums ou des conjoints) sont nombreuses et subtiles. Mais elles finissent toujours par n'en faire qu'à leur tête... ou à leur utérus, comme vous voudrez.

La tête, justement, elles l'ont solide: si les deux-tiers des répondantes ont 35 ans et moins, près de la moitié ont un diplôme universitaire (dans 13,8% des cas une maîtrise ou un doctorat), et quatre sur cinq ont un emploi rémunéré (et un bon salaire: deux fois le

revenu annuel moyen des Québécoises). La grande majorité d'entre elles ont pris seules la décision de ne pas avoir d'enfant et ce choix s'avère ferme et confortable, et non la conséquence d'une série de remises à plus tard. D'ailleurs, près de la moitié pensaient déjà avant l'âge de 20 ans à ne jamais être mères et les trois-quarts ont pris leur décision avant la trentaine.

Elles souhaitent se réaliser, se valoriser ailleurs que dans la maternité. Ailleurs, mais où? On retrouve près de la moitié des travailleuses qui ont répondu aux questionnaires dans les services sociaux, dans les secteurs de la santé et de l'éducation. *Des jobs de maternage*, souligne Marlène Carmel. Un autre quart occupe des emplois administratifs. À propos de maternage, on peut remarquer en passant que 33% des répondantes étaient des aînées de famille (et 20% des cadettes).

Femmes de carrière, aussi bien de la campagne que de la ville, mais aussi femmes de cœur. Et qui n'auraient pas manqué non plus de papa putatif si l'envie de changer d'avis leur avait pris: seulement 18,4% d'entre elles sont mariées, mais la moitié vivent en couple (mariage et union de fait hétérosexuelle ou homosexuelle).

### Question de société?

Quelles raisons profondes motivent leur décision? *J'ai le goût de me découvrir comme femme, autrement que comme mère, écrivent-elles. J'ai le goût de créer autre chose qu'un enfant.* Elles n'ont pas envie d'être mères. C'est là le premier motif évoqué. *Ça ne veut rien dire et ça veut tout dire, analyse Marlène Carmel. Pour une femme, l'enfant est une création. Mais la*

*société aliène cette création. La maternité individuelle est survalorisée: pour être une vraie femme, tu dois être mère. Mais socialement, la maternité est dévalorisée: tu ne travailles pas, tu n'as pas de pouvoir économique. Une femme-mère n'est rien socialement.*

*Ces femmes qui ne veulent pas d'enfant veulent aussi une création. Elle prend des formes diverses: le travail, la peinture, l'art, l'implication sociale. Elles veulent pouvoir se définir autrement. Elles reconstruisent la féminité. C'est une recherche d'identité, d'autonomie et d'égalité. Elles cherchent un autre sens à leur vie que la reproduction. Elles veulent exister en dehors de la mère.*

Élever un enfant implique trop de responsabilités, ont-elles indiqué en deuxième lieu et, troisièmement, elles veulent conserver leur style de vie plus libre. Elles veulent du temps et de l'énergie pour leur carrière, leurs voyages, leurs ami-e-s, leur engagement social. Et elles ne veulent pas se retrouver seules à élever un enfant.

*Ce n'est pas qu'elles aient peur des responsabilités, explique Marlène Carmel. Elles en ont, justement, socialement et professionnellement, ce à quoi elles n'auraient pas accès si elles avaient des enfants. Mais la tâche leur apparaît trop lourde. Elles refusent la double journée de travail, elles refusent de jouer à la superfemme. L'organisation du travail, disent-elles, est piégée autant pour les hommes que pour les femmes; il n'y a pas de place pour la parentalité.*

*Elles questionnent globalement la société qui ne prend pas sa part de responsabilités. Car il est encore vrai que la mater-*

nité est plus payante pour les hommes que pour les femmes. Un homme chef de famille voit souvent son salaire haussé, obtient une promotion, est valorisé. Mais la maternité pénalise les femmes: ce sont elles qui voient leur promotion bloquée, qui s'absentent plus souvent du travail, qui prennent des congés de maternité. Par ailleurs, selon elles, le père idéal, ça n'existe pas non plus.

Toute la société doit se transformer, affirment-elles. La guerre, la pollution, la surpopulation, la famine, le cancer les inquiètent. Plusieurs femmes expriment une grande détresse. *De quel droit mettrais-je un enfant sur la terre, dans notre monde actuel? Le plus grand acte d'amour envers un enfant, c'est de ne pas le mettre au monde,* écrit l'une d'elles.

### Ou question de désir?

Il y a des femmes, raconte Marlène Carmel, qui, même dans les conditions idéales, ne voudraient pas d'enfant (52% des répondantes ne changeraient pas leur décision même si les conditions idéales étaient remplies). Elles n'ont pas envie d'en avoir. Elles n'aiment pas les activités qui s'y rattachent. Ça ne les intéresse pas. Mais c'est très culpabilisant de dire ça. Alors elles invoquent plutôt les conditions sociales défavorables. Un très petit pourcentage (10 à 15% de l'échantillon) ont carrément dit que l'instinct maternel n'existe pas, qu'elles ne l'ont jamais ressenti.

À cause de notre utérus, de notre possibilité biologique, précise Marlène Carmel, on nous socialise pour être mères. Combien de femmes mettent au monde des enfants sans le désir, mais parce que le modèle sexuel dominant est encore basé sur les

relations hétérosexuelles et la pénétration? Les seules à faire un véritable choix sont celles qui ne font pas d'enfant: les autres choisissent combien et quand, et c'est tout. Il n'y a qu'une petite portion des femmes qui soient en mesure de réfléchir et d'échapper au conditionnement social. Celles qui vont à l'université, par exemple, ont le temps de prendre ce recul. Elles ont accès à un autre type de connaissances, à d'autres modèles de femmes.

Les éléments déclencheurs de la réflexion sont variés. Ce peut être une grossesse non désirée ou une copine adolescente enceinte. L'image de la mère est très importante. Elles ont souvent vu le côté esclavage de la maternité, leur mère subissant grossesse après grossesse. Les aînées ont joué à la petite mère, et quand elles ont quitté la maison familiale, leur famille était faite.

### Une femme nouvelle et subversive

À qui les femmes qui ne veulent pas d'enfant se confient-elles d'abord? Dans l'ordre: aux amies, aux collègues, aux sœurs, aux mères, puis aux conjoints. La pression des paires est la plus difficile à vivre. Elles ressentent un grand isolement quand leurs amies se mettent à avoir des enfants, explique Marlène Carmel. Elles ne partagent plus le même quotidien. Leur cercle se brise. Leur décision les isole. On a tendance à accuser les femmes qui affirment qu'elles n'auront pas d'enfant pour se consacrer à leur carrière, leurs loisirs ou leur engagement, d'être dénaturées, d'être carriéristes. L'ambition féminine est suspecte. Ce n'est pas normal de se situer sur le même terrain que les hommes.

La décision de ne pas avoir d'enfant, conclut Marlène Carmel, est liée pour certaines femmes aux conditions sociales qui entourent la maternité et l'élevage des enfants. Mais, pour une bonne majorité, elle est tout à fait indépendante de ces conditions. On a fait le couplage femme-mère il y a très longtemps dans l'histoire, parce que la survie des femmes passait pas le mariage et, faute de contraceptif, par la maternité. La maternité n'était pas un acte volontaire: elle le devient.

De plus, les femmes commencent à inventer d'autres styles de vie. En s'assurant économiquement, même le fait de vivre ou d'être en relation avec un homme devient un acte volontaire. Cela transforme toutes les possibilités de définition de la femme. On est en train de mettre au monde une autre femme: ni mère, ni religieuse, ni célibataire déchue. Il sera intéressant de suivre le développement psychologique de ces femmes-là. Sont-elles plus proches du modèle androgyne?

Si je poursuis mon étude sur les non-mères au doctorat, je voudrais l'axer davantage sur ce qu'elles sont comme femmes - comment elles sont différentes dans leur tête, dans leur vision du monde - plutôt que les obliger à se définir par la négative, par rapport à la maternité qu'elles ne vivent pas. Mon questionnaire était lui-même construit de cette manière.

La vie des femmes a été jusqu'ici centrée ou définie par la maternité, point de départ de toute la psychologie des femmes. Il m'apparaît fort sain qu'une société laisse cohabiter plein de styles

de vie, de façons d'être et qu'elle soit capable de les valoriser également. La non-maternité est subversive, comme la maternité des lesbiennes ou celle des femmes célibataires, comme le sont ces femmes qui choisissent d'aimer d'autres femmes. Plus les modèles seront variés, plus ils seront accessibles, plus les jeunes femmes auront un véritable choix.

<sup>1</sup> Actualité et Châtelaine ont refusé de publier gratuitement son communiqué. Pourquoi au juste? Par ailleurs, tout comme Marlène Carmel a dû financer seule l'envoi postal et l'analyse de ses questionnaires, la Torontoise Jean E. Veevers, qui poursuit depuis cinq ans des recherches sur la non-maternité auprès des femmes mariées, n'a pas obtenu de subvention pour ses travaux.

<sup>2</sup> On évalue à 25% le nombre de femmes qui, au début du siècle, n'avaient pas d'enfant volontairement et involontairement (à l'époque, la stérilité était souvent causée par la malnutrition). Actuellement, le taux serait plutôt de 10 à 15%. Les études au Canada, en Australie et aux États-Unis révèlent que de 3 à 6% des femmes en âge de procréer n'auront volontairement pas d'enfant. On assiste toutefois au phénomène de la maternité tardive.

# Pourquoi n'avons-nous pas d'enfants?

par Francine Tardif

Cet article a été publié dans la revue Relations, janv./fév. 88

Pourquoi n'avez-vous pas d'enfants? Pourquoi n'avons-nous plus d'enfants? Pourquoi n'avez-vous pas un deuxième enfant? Questions obsédantes et désormais familières. Chaque dossier sur la dénatalité<sup>1</sup>, chaque étude démographique nous les renvoie. Avec tous leurs sous-entendus, leurs cris d'alerte, leurs soupçons de décadence à l'égard de ces adultes jeunes qui ne sont pas parents. Et, à peine voilées, leurs accusations d'égoïsme dirigées contre ces *féministes* qui refusent la maternité...

Ce sont pourtant des questions profondes, presque indécentes. Elles touchent à la profondeur des choix individuels, à l'intimité des couples comme aux finalités que nos sociétés se donnent. Elles nous amènent à nous interroger sur l'évolution de la *normalité* de la procréation dans une société comme la nôtre<sup>2</sup>

## Normal?

Autrefois, une proportion plus grande de femmes renonçaient *normalement* au mariage et à la maternité.<sup>3</sup> Par contre, récemment encore<sup>4</sup>, un couple *normal* donnait naissance à plusieurs enfants:

aujourd'hui, quand un couple il y a, la *normalité* est de ne pas avoir d'enfant ou de n'en avoir qu'un. Il semble donc y avoir quelque chose de fluctuant dans la normalité de la procréation. Et bien des aspects à la normalité...

Interroger les normes sociales a quelque chose de fascinant: on y retrouve souvent, camouflé, un nœud complexe de valeurs individuelles et sociales. Et bien des contradictions. Au fil du temps et des tendances, une norme évoluera, se transformera, tiendra compte d'impératifs nouveaux. Hier encore, il était jugé normal qu'une femme se soumette au devoir conjugal. Normal que des naissances soient reçues comme des *erreurs*, des *malchances*, des *accidents*. Normal de mettre des enfants au monde pour faire taire les voisins ou *arranger* les difficultés du couple. Normal aussi, trop souvent, que les femmes soient, socialement et juridiquement, obligées de sacrifier carrière et profession à leur mariage<sup>5</sup>. Normal enfin qu'elles acceptent les maternités trop rapprochées et dangereuses sous le signe du sacrifice et de la soumission<sup>6</sup>.

Il n'est donc pas étonnant que les femmes, énormément de femmes, une majorité de femmes, catholiques ou non, aient voulu rejeter cette «normalité». Surtout que de multiples autres pressions sociales allaient dans le même sens: exigences d'urbanisation, attraits de la société de consommation, accent sur l'épanouissement sexuel, etc.

À travers cet écheveau de facteurs sociologiques, psychologiques et économiques, la contraception s'est répandue à une vitesse foudroyante. Très rapidement aussi, nos sociétés se sont éloignées de la planification des naissances et ont résolu-ment opté pour leur contrôle. Pourtant, le pas à franchir était énorme. Dans le premier cas, la naissance reste l'horizon de référence, il s'agit simplement d'espa- cer la venue d'enfant, de la planifier. Dans le second, la situation est tout autre: on veut contrôler sa fertilité sur une base permanente - la disjonction entre sexualité et procréation est complète.

En moins de deux décennies, la contraception dure s'est imposée. Elle fait aujourd'hui partie du processus normal de socia-

lisation des adolescentes et des adolescents. La sexualité *normale* se construit, se pense, se vit sur le mode de la contraception. Sociologiquement, assumer ses responsabilités en matière de sexualité, c'est assumer un contrôle strict de sa fertilité.

Si bien que mettre des enfants au monde devient un geste quasi a-normal, une espèce de défi aux normes établies, que ce soient celles qui régissent l'ensemble des relations sociales, la taille des appartements, les attitudes dans les endroits publics ou les standards de *qualité de vie*.

C'est ce qu'ont compris, plus ou moins consciemment, ces très jeunes femmes célibataires issues des milieux les plus défavorisés qui ont le plus haut taux de fécondité<sup>7</sup>. Mieux que de se teindre les cheveux en vert, mettre un enfant au monde est l'une des voies d'expression de leur marginalité, de leur distance par rapport à la norme sociale.

Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que les associations de famille apparaissent de plus en plus comme des groupes de pression, des minorités sociales incomprises,

ostracisées, dévalorisées.

La présence d'enfants est tellement anormale que même ceux qui souhaitent s'attaquer à la baisse de la natalité n'évoquent que très rarement les joies de la parentalité. Rarement déplorent-ils l'absence des enfants dans les lieux publics, dans leurs immeubles, dans leur vie. Ce ne sont pas des enfants qui manquent, ce sont des données statistiques: pour équilibrer les pyramides d'âges, pour perpétuer la race, pour combler les futurs déficits des budgets de sécurité de revenu...

On en arrive au paradoxe final: certaines femmes accueillent avec un bonheur un peu honteux une grossesse non désirée! L'accident permet de justifier la grossesse devant l'ahurissement et l'étonnement de l'entourage.

## Anormal?

Se soumettre à la norme n'est pas toujours facile, mais s'y dérober ne l'est parfois pas davantage. L'anormalité peut coûter très cher. Quand le désir d'enfant surgit malgré tout, ce sont les moyens qui manquent...

D'un strict point de vue économique, il ne fait maintenant plus de doute que mettre un enfant au monde est un facteur d'appauvrissement. Un appauvrissement constant, réel et tout aussi statistiquement établi que la baisse du taux de natalité...

Et un appauvrissement que les femmes doivent être prêtes à assumer seules. La tendance qui a déjà ramené la famille élargie à la taille de la famille nucléaire semble maintenant réduire la famille nucléaire à la famille matricentrée<sup>8</sup>. Non seulement les femmes

doivent-elles accepter les discriminations dans l'emploi qui continuent de pénaliser celles qui deviennent mères, elles doivent aussi être prêtes à assumer seules le poids de l'éducation de l'enfant qu'elles mettent au monde. Avec ce que cela comporte, de joie sans doute mais aussi d'isolement, de pauvreté, de pressions, de culpabilisation. Accepter de devenir mère devient un choix redoutable...

De plus en plus souvent, des femmes renoncent à la maternité, avec regret et souffrance<sup>9</sup>, faute de pouvoir croire à la stabilité des relations femmes - hommes<sup>10</sup>. Des milliers et des milliers d'autres ne donnent pas naissance à un deuxième enfant. Elles se soumettent à la norme, contrôlent leurs désirs et leur corps. Elles refusent de s'engager sur la pente glissante de la dépendance vis-à-vis des appareils d'État de plus en plus contraignants pour les mères<sup>11</sup>. Elles ne veulent pas condamner leurs enfants à la pauvreté et à la misère. Décadence? Égoïsme? Amour? Qui osera trancher?

Chose certaine, ce sont les femmes qui portent le poids de tout cela. Elles qu'on accuse d'égoïsme à tort et à travers trouvent pourtant toujours le courage de défier les normes sociales et mettent encore au monde des enfants ou plutôt UN enfant. Et compte tenu du peu de soutien dont elles disposent, on peut se demander où elles le puisent, ce courage...

<sup>1</sup> Les idées proposées ici ont d'ailleurs surgi des discussions autour du présent dossier. Cet essai, qui ne se prétend ni analyse ni résultat de recherche, doit beaucoup aux remarques et suggestions de plusieurs personnes, dont Ginette Boyer.

<sup>2</sup> Le terme de normalité est employé ici au sens où il désigne, en sociologie, une conduite reconnue et acceptée dans un contexte et un milieu social donné, qui devient une règle, un point de référence, sans y attacher toutefois une connotation morale ni un jugement de valeur.

<sup>3</sup> Pensons au nombre important de femmes qui devenaient religieuses, *deuxièmes mères* lors du décès de la mère ou soutiens des parents.

<sup>4</sup> On sait que le taux de fécondité a commencé à baisser dès le début du siècle. Pour plus de détails sur l'évolution de la situation, et ses conséquences, on se référera aux travaux du démographe Georges Mathews, notamment **Le choc démographique**, Boréal Express, 1984.

<sup>5</sup> Pour ne citer qu'un exemple: jusque dans les années 50, une Québécoise ne pouvait reprendre son poste d'enseignante après son mariage. - **Nouvelles CEO**, 1986, vol. 7, no 32.

<sup>6</sup> À ce sujet, on peut consulter **L'histoire des femmes au Québec**, du collectif Clio. Éd. Quinze. 1982. L'ouvrage a vieilli quelque peu et manque parfois de rigueur: il n'en offre pas moins un panorama saisissant de ce qui a constitué la normalité de la vie des femmes depuis quatre siècles.

<sup>7</sup> Des documents comme le **Dossier socio-démographique, par programme**, du DSC du Centre hospitalier de Verdun, mériteraient d'être mieux étudiés. Comment expliquer les grandes variations de tous les indices reliés à la grossesse et aux naissances entre les différents secteurs du territoire? Pourquoi donc les femmes de Ville Émard, secteur économiquement très défavorisé, mettent-elles, plus jeunes, davantage d'enfants au monde que les femmes de

l'Île-des-Sœurs, pourtant beaucoup plus riches?

<sup>8</sup> Cette expression de la sociologue française Geneviève de Peslouan me semble préférable à l'expression *famille monoparentale* qui dissimule trop facilement que ce sont très majoritairement des femmes qui assument la responsabilité de ces familles.

<sup>9</sup> Par rapport à la population féminine globale, une proportion de plus en plus grande de femmes met un enfant au monde. Le désir d'enfant n'est pas mort, il demeure, profond et puissant. Mais il se brise souvent après la première naissance, probablement parce que les barrières érigées contre lui sont trop hautes.

<sup>10</sup> Certains hommes refusent également de s'engager dans l'aventure de la paternité parce qu'ils craignent de perdre leur enfant advenant une éventuelle séparation de la mère. C'est cela aussi, la crise du couple.

<sup>11</sup> Que les sceptiques tentent d'expliquer les retards dans l'élaboration et l'adoption de politiques claires en matière de services de garde. Ce n'est qu'un exemple, on en trouvera de nombreux autres à travers les documents préparés par et pour le Comité de la consultation sur la politique familiale (avril 1986).



# Hommage à Yvette Rousseau

---

**Yvette Rousseau,  
présidente de la FFQ de  
1970 à 1974**

C'est avec beaucoup de chagrin que nous apprenions, le 17 mars dernier, le décès de l'Honorable Yvette Rousseau, sénatrice, membre fondatrice, et présidente de la FFQ de 1970 à 1974.

Cette grande alliée des femmes et plus particulièrement des membres de la FFQ, dont l'existence fut entièrement imprégnée du souci d'améliorer le sort des travailleuses et des travailleurs, aura largement contribué à l'avancement de nombreux dossiers de condition féminine.

C'est en effet sous la présidence de Madame Rousseau que la Fédération des femmes du Québec s'assurait de la publication et de la diffusion d'un guide de discussion pour donner suite au **Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada** (Rapport Bird). En tant que présidente de la FFQ, Madame Rousseau travailla également activement à la création du Conseil du statut de la femme.

Présidente du CCCSF puis sénatrice, Madame Yvette Rousseau est toujours demeurée une militante dans l'âme. Elle a entretenu des liens solides avec la

FFQ et est constamment restée à l'écoute des groupes de femmes afin de mieux faire avancer les dossiers de condition féminine au Sénat. Madame Rousseau avait d'ailleurs tout récemment accepté la présidence d'honneur du dîner bénéfique organisé cette année par la FFQ.

C'est en permettant à quelques souvenirs de refaire aujourd'hui surface que nous avons voulu lui rendre hommage.

Voici tout d'abord un extrait du message de Katie Cooke, à l'époque au Conseil consultatif sur la situation de la femme: *Les témoignages rendus tracent le portrait d'une femme d'action, d'une femme adulte. Madame Yvette Rousseau est une admirable directrice qui ne craint pas qu'on l'éclipse et qui sait accorder sa confiance à ses collègues. Dès que celles-ci ont exprimé une idée, elle leur porte son entier appui, les laissant d'abord s'exprimer, les aidant à concrétiser le cheminement de leur projet par de discrètes questions et n'exerçant plus alors que la plus lointaine des surveillances.*

*Travailler avec elle apporte une quiétude qui décuple*

*les énergies.*

*Elle conduit les assemblées de manière magistrale, donnant à chacune la chance de s'exprimer mais sans perdre de vue l'objectif général et le bien de l'ensemble.*

*Tout ce qu'elle fait est marqué au sceau de la générosité, de l'honnêteté et de la lucidité.*

Madeleine Gagnon ajoutait alors: ... *Sa droiture, la chaleur de son amitié, son objectivité qu'aucun intérêt personnel ne ternit, sont légendaires. Pour moi, cependant, le mot qui me vient spontanément à l'esprit quand j'évoque Yvette, c'est celui de: **Courage.***

Dans ce compte rendu publié dans le bulletin de la FFQ en 1974, on rapporte également à quel point Madame Rousseau avait été touchée par les paroles si sereines et si sincères exprimées le soir de la remise des prix. *Durant toute la période où elle mena les destinées de la FFQ, (...) elle vécut, dans les faits, tout ce que constitue l'esprit d'équipe.*

*Son expérience à la Fédération lui valut de comprendre la société sous un angle élargi et global.*

*Après avoir milité dans bien des mouvements, notamment dans les syndicats, elle se vit entourée de personnes venant de toutes les classes sociales, de différentes sociétés au sens sociologique du mot.*

*Sa conscience se trouva enrichie et son approche élargie par l'apport de ces différents contacts. Elle perçut la valeur de la solidarité découlant de cette union des groupes. La vie, lui parut-il alors, suscite à tous les niveaux des problèmes qui sont lourds et pose des exigences qui sont d'autant plus prononcées que la sensibilité est plus grande. Cette expérience la détermina plus fermement encore, si possible, à travailler à l'amélioration des conditions sociales et à chercher des réponses aux besoins des individus.*

*L'image que nous laisse Madame Rousseau en est une de dynamisme, de ténacité, de générosité, d'intelligence et de fierté qui fait honneur à toutes les Québécoises et à toutes les Canadiennes. Elle fut et demeure une **grande dame du féminisme.***

---



Madame Rousseau, ses enfants, la ministre d'État des Affaires sociales du Québec, madame Lise Bacon, et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M. Marc Lalonde (photo d'archives)



De g. à d.:  
Alphonsine Paré Howlett,  
Thérèse Casgrain et  
Yvette Rousseau  
(photo d'archives)



Le Congrès de la  
Fédération des femmes  
du Québec, 1979



# SOMMAIRE

Mot de la présidente de la FFQ .....	1
Perspectives économiques et nouvelles technologies de reproduction .....	2
L'infertilité sociale des femmes: pouvoir sans vouloir.....	3
Est-il possible d'être mère et travailleuse?.....	4
Saviez-vous que ... ..	5
Plaidoyer pour les courbes femelles .....	6
Attention, courbes dangereuses.....	7
Réussira-t-on à faire en sorte que... les femmes acceptent et réclament le développement des NTR .....	11
Les féministes et la maternité capturée par la technologie .....	12
L'intervention collective des femmes: faire face au développement des nouvelles technologies de reproduction .....	13
Celles qui ne veulent pas d'enfant .....	14
Pourquoi n'avons-nous pas d'enfants?.....	16



# Le féminisme

**EN REVUE**

1265, rue Berri  
Bureau 820  
Montréal  
Québec H2L 4X4  
(514) 844.7049

**Production**  
Janou Gagnon/Monique Sauriol

**Collaboration spéciale**

Louise Bessette

Andrée Demers

Lise Dunnigan

Marie Lalancette

Hortense Michaud-Lalanne

Francine Senecal

Francine Tardif

Hélène Valentini

**Traitement de texte**

Suzie Beaulieu

**Infographie**

Claudette Rodrigue

ISSN 0228-8478

Dépôt légal Bibliothèque nationale  
du Québec

---

**Prochaine date de tombée:**

12 mai

Prière de nous communiquer vos projets immédiatement pour nous permettre d'en planifier la publication dans nos numéros à venir, si nous en avons l'espace.

